

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/TPR/G/110
13 décembre 2002

(02-6841)

Organe d'examen des politiques commerciales

Original: anglais

EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES

MALDIVES

Rapport du gouvernement

Conformément à l'Accord établissant le Mécanisme d'examen des politiques commerciales (Annexe 3 de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce), la déclaration de politique générale présentée par le gouvernement des Maldives est reproduite ci-après.

Note: Le présent rapport fait l'objet d'une distribution restreinte et ne doit pas être communiqué à la presse avant la fin de la réunion de l'Organe d'examen des politiques commerciales portant sur les Maldives.

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
I. INTRODUCTION.....	5
II. VUE D'ENSEMBLE DE L'ÉCONOMIE.....	5
III. POLITIQUE COMMERCIALE ET RÉSULTATS	9
IV. POLITIQUE ET DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL.....	18
V. INVESTISSEMENT ÉTRANGER DIRECT.....	23

I. INTRODUCTION

1. Les Maldives sont un archipel de l'océan Indien situé à quelque 300 milles au sud de l'Inde et à 450 milles au sud-ouest de Sri Lanka. Elles sont constituées de 1 192 îles coralliennes naturellement regroupées en atolls qui se sont formés sur d'anciennes chaînes de montagnes volcaniques sous-marines. Ces petites îles sont éparpillées le long de l'équateur sur une superficie qui s'étend, du nord au sud, sur plus de 510 milles et, de l'est à l'ouest, sur 80 milles.¹ La superficie totale de l'ensemble des îles est de 115 milles carrés. Les îles sont formées de terres basses dont l'altitude ne dépasse pas 6 pieds.

2. Les Maldives sont une nation souveraine indépendante qui est régie par un système présidentiel de type démocratique. Le chef du gouvernement et de l'État, le Président et les membres du pouvoir législatif sont élus selon des principes démocratiques universellement reconnus. Le président est élu tous les cinq ans. Les 50 membres du Majlis du peuple, le Parlement à chambre unique, sont aussi élus tous les cinq ans. Chacun des 20 atolls fait élire deux membres du Parlement et la capitale, Malé, deux membres, tandis que les huit autres membres sont nommés par le Président.

3. Le Président nomme le Conseil des ministres, dont les membres peuvent ou non être des parlementaires. Il existe actuellement 19 portefeuilles ministériels. On dénombre 20 atolls administratifs qui sont dirigés chacun par un chef d'atoll nommé par le Président. Malé est la capitale administrative et commerciale du pays.

4. La monnaie nationale est la rufiyaa (Rf), laquelle comprend 100 laari. La rufiyaa est convertible dans toutes les grandes monnaies étrangères. Le pays maintient un régime de taux de change fixe contrôlé de la rufiyaa dont les cours acheteur et vendeur du dollar sont fixés à 12,85 et 12,75 rufiyaa, respectivement. Les entrées et sorties de devises ne sont soumises à aucune restriction.

5. L'archipel compte 198 îles habitées, et la population totale s'élève actuellement à 270 000. Le taux de croissance démographique est légèrement inférieur à 2 pour cent.

6. Les Maldives sont un pays importateur net de produits alimentaires. Très fortement tributaire des importations, avec un déficit commercial qui dépassait les 242 millions de dollars EU en 2001, l'économie compte énormément sur les recettes que lui procurent le tourisme et la pêche pour faire face à ses dépenses d'importation qui atteignaient près de 370 millions de dollars EU en 2001. Au cours des sept dernières années, les importations ont représenté en moyenne 61 pour cent du PIB et les exportations, entre 11 et 15 pour cent.

7. Le taux de croissance économique s'est situé aux alentours de 7 pour cent pendant les dix dernières années. En 2001, les industries de services, y compris le tourisme, comptaient pour plus des trois quarts du PIB. Les autres grandes industries de services sont les transports et les communications, la construction, et le commerce de gros et de détail. En 2001, le PIB s'établissait à 582 millions de dollars EU et le PIB par habitant à 2 100 dollars EU.

II. VUE D'ENSEMBLE DE L'ÉCONOMIE

Production, prix et emploi

8. L'économie maldivienne est fortement tributaire de la pêche et du tourisme, qui sont les principales sources de recettes en devises et de revenus publics, et qui ensemble représentent 40 pour

¹ Seules quelques îles ont une superficie de plus de 1 mille carré.

cent environ du produit intérieur brut. Les années 90 ont été marquées par une période de prospérité économique, avec la forte expansion du tourisme et la modernisation du secteur de la pêche, ainsi que l'élargissement de l'infrastructure économique et sociale de base à un plus grand nombre d'îles habitées. En conséquence, le PIB a connu une croissance annuelle moyenne de quelque 8 pour cent au cours de la décennie, ce qui a permis d'accroître le revenu par habitant de plus de 70 pour cent pour le porter au-dessus de 2 000 dollars EU en 2000. Du fait que la plupart des activités économiques et la satisfaction des besoins quotidiens sont lourdement tributaires des importations, et que l'économie dépend du tourisme, les Maldives sont très exposées aux chocs extérieurs. Il n'en reste pas moins que, par le passé, elles ont réussi à surmonter les chocs extérieurs, principalement grâce à une politique d'austérité budgétaire.

9. L'inflation est demeurée faible ces dernières années, ce qui était en partie attribuable au redressement depuis 1995 du taux de change nominal par rapport aux monnaies des grands partenaires commerciaux. En 2000, les Maldives ont connu la déflation, les prix des importations de produits alimentaires, de boissons et de vêtements et chaussures diminuant fortement, mais en 2001, l'indice total a enregistré une légère hausse (0,7 pour cent).

10. En ce qui concerne l'emploi, les secteurs des pêcheries (dont l'industrie de transformation du poisson) et du tourisme représentaient à eux seuls plus du tiers du nombre total d'emplois.² On estime que la population active totale du pays équivaut à 50 pour cent environ de la population en âge de travailler, ce qui, compte tenu de la rareté de la main-d'œuvre instruite, a amené une forte proportion de travailleurs étrangers à s'établir dans le pays. Les catégories d'emplois où l'on retrouve le plus d'étrangers sont celles des enseignants, du personnel médical et des autres professionnels, ainsi que les travailleurs spécialisés et non qualifiés tels que les aides domestiques et les travailleurs de la construction.

Finances publiques/politique budgétaire

11. Le secteur public du pays comprend la fonction publique et les entreprises publiques. On dénombre 20 entreprises publiques dans le pays. Certaines sont des monopoles naturels; d'autres exercent leurs activités en vertu de concessions monopolistiques qui leur sont accordées par les organes chargés de la réglementation ou de la politique sectorielle. Le gouvernement a commencé à transformer plusieurs entreprises en sociétés en modifiant leur statut juridique pour en faire des sociétés à responsabilité limitée aux termes de la Loi d'octobre 1996 sur les entreprises. Cette réorientation de la politique était motivée par la volonté d'améliorer l'efficacité, la transparence et la responsabilisation des entreprises. Parallèlement, le gouvernement a pris l'engagement de privatiser diverses entreprises en commençant par la privatisation partielle de la Banque des Maldives (Bank of Maldives Limited), de la Maldives Transport and Contracting Company et, plus récemment, de la State Trading Organisation Plc. Il a aussi créé des coentreprises avec plusieurs partenaires étrangers afin d'améliorer les compétences nationales dans le domaine technique et en gestion.

12. La politique budgétaire du pays vise à assurer une croissance durable de l'économie sans compromettre la stabilité macro-économique. Les recettes fiscales représentent 45 pour cent environ des recettes publiques totales (dons exclus) et le reste est constitué des bénéfices transférés par les entreprises publiques et du produit de la location des centres de villégiature, la base des revenus publics reflétant les caractéristiques structurelles de l'économie. La majeure partie des recettes fiscales est formée des droits d'importation (63 pour cent) et de la taxe touristique (28 pour cent), et il n'y a aucun impôt ni taxe sur le revenu des personnes physiques, les gains en capital, les bénéfices des entreprises (à l'exception d'un impôt sur les bénéfices bancaires), la richesse et les biens immobiliers.

² Recensement de 2000.

Les recettes non fiscales proviennent des bénéfices des entreprises publiques (31 pour cent), de la location des îles de villégiature (35 pour cent), des redevances et des impositions. Les dons ont été l'autre source de rentrées de fonds dans les coffres de l'État et ils ont représenté en moyenne quelque 10 pour cent des recettes totales entre 1995 et 2001. L'aide fournie par les donateurs étrangers a également joué un rôle important dans le processus de développement, principalement sous la forme du financement à des conditions libérales des grandes infrastructures et des projets de développement. Même s'il a généralement fluctué ces dernières années, le financement extérieur équivaut à 28 pour cent environ des dépenses au titre du développement.

13. En ce qui concerne les dépenses, les services sociaux et les services publics sont les principaux secteurs de dépenses et représentent chacun quelque 40 et 42 pour cent respectivement des dépenses et des prêts nets, tandis que les paiements au titre des services économiques équivalent à peu près à 15 pour cent des dépenses et des prêts nets. Dans le secteur social, l'éducation et la santé constituent le plus gros des dépenses, puisqu'elles représentent environ 46 et 26 pour cent respectivement des dépenses en services sociaux. Le gouvernement investit aussi énormément dans le développement de l'infrastructure du pays.

14. Les résultats budgétaires du pays ont été inégaux. S'ils ont été relativement satisfaisants au milieu des années 90, alors que les restrictions budgétaires étaient considérables et que le gouvernement effectuait des remboursements appréciables au titre des emprunts contractés auprès de la banque centrale, à la fin des années 90, les dépenses publiques se sont généralement orientées en hausse, leur croissance devenant supérieure à celle des recettes publiques. Au cours de la période écoulée depuis 1998, le gouvernement a recouru dans une large mesure à la monétisation du déficit en faisant appel au financement de la banque centrale, ce qui a fait augmenter la dette publique.

15. Conscient qu'il est important de maintenir la viabilité de la situation financière et une gestion efficiente des dépenses pour assurer une croissance durable et le développement de l'économie, le gouvernement mène actuellement plusieurs initiatives en ce sens. L'examen des dépenses publiques, auquel participent conjointement la Banque mondiale, le Fonds monétaire international, la Banque asiatique de développement et le gouvernement maldivien, qui a été lancé en 2001, permettra de formuler des recommandations sur les moyens de mieux prioriser et réaménager les programmes de dépenses publiques. Le Projet de système des comptes publics, qui doit entrer en vigueur en 2003, entraînera la refonte du système actuel de comptabilité en partie simple qui sera transformé en un système informatisé et centralisé de comptabilité en partie double. Outre ces mesures de rationalisation et de gestion plus efficace des dépenses publiques et d'amélioration de la transparence du secteur public, le gouvernement reconnaît aussi qu'il faut diversifier et élargir la base des recettes publiques. Dans ce contexte, il prévoit d'introduire un impôt sur les bénéfices des entreprises, qui sera perçu sur les activités commerciales, et un impôt sur la valeur locative des biens, qui s'appliquera aux revenus de location des biens loués. Le gouvernement procède également à l'examen du système des recettes en vue de simplifier les redevances et les impositions administratives.

Secteur financier et évolution de la politique monétaire

16. Le secteur financier des Maldives est très petit et il est dominé par les banques, à savoir une banque commerciale locale, des succursales de trois banques commerciales sud-asiatiques appartenant en partie à l'État et la succursale d'une banque internationale bien connue, la HSBC. Les institutions financières non bancaires du pays comptent une caisse de prévoyance, une société de crédit-bail, deux compagnies d'assurance enregistrées dans le pays, et certains agents de compagnies d'assurance étrangères. Bien que la MMA soit la principale source de financement intérieur des opérations budgétaires de l'État, les banques commerciales sont actuellement les premières institutions qui mobilisent l'épargne et qui vendent des devises au secteur privé. À la fin de 2001, le montant total des

dépôts auprès des banques commerciales représentait 46 pour cent environ du PIB et l'encours des prêts consentis par les banques quelque 31 pour cent. Les agrégats monétaires des quelques dernières années montrent que la croissance de la monnaie au sens large a été de l'ordre de 3 à 9 pour cent entre 1999 et 2001. Avant juillet 2001, le montant total des crédits que pouvaient consentir les banques commerciales était plafonné, ce qui freinait la croissance du secteur privé. Par suite de l'élimination de ces plafonds, les emprunts du secteur privé ont augmenté assez fortement, et à la fin de juin 2002, leur taux annuel de croissance atteignait 38 pour cent, comparativement à 13 pour cent à la fin de juin 2001 et à une décroissance de l'ordre de 2 pour cent à la fin de juin 2000. Les crédits nets consentis au gouvernement se sont aussi orientés en hausse ces quelques dernières années, progressant de 13 pour cent au cours de la période de 12 mois se terminant en septembre 2002, ce qui a porté à 21 pour cent le taux annuel d'augmentation du crédit intérieur pendant cette même période. Parallèlement, les avoirs étrangers nets du système bancaire, qui avaient crû de 22 pour cent et étaient passés de 1 148,5 millions de rufiyaa à 1 405,4 millions entre 1997 et 1999, ont diminué ces quelques dernières années pour tomber à 1 274,3 millions de rufiyaa à la fin de septembre 2002.

17. Toutes les institutions financières exercent actuellement leurs activités sous la surveillance de l'Autorité monétaire des Maldives (MMA), qui a pour mandat d'assumer les fonctions d'une autorité bancaire centrale. La politique monétaire des Maldives vise à soutenir la croissance et le développement dans un environnement macro-économique stable. Par le passé, la MMA s'était principalement servie des instruments directs de la politique monétaire pour atteindre cet objectif, mais ces quelques dernières années, elle a eu recours à un mécanisme monétaire indirect. Les principaux instruments de la politique monétaire actuellement utilisés sont le coefficient de réserves obligatoires, les certificats de dépôt de la MMA, le plafond des taux d'intérêt applicables au crédit en rufiyaa, et un taux Lombard pour les banques commerciales qui exercent leurs activités dans le pays. Par ailleurs, la MMA s'assure que les institutions financières respectent les lois et règlements qu'elle publie. Les lignes directrices des organisations internationales sont appliquées dans des domaines tels que le contrôle bancaire, et des mesures sont en place pour prévenir le blanchiment d'argent.

18. Il n'existe pas actuellement de marché des capitaux organisé aux Maldives, mais avec le concours de la Section du développement du marché des capitaux (CMDs) de la MMA, le gouvernement s'emploie à établir le mécanisme institutionnel destiné à faciliter la création d'un marché structuré qui recueillera les capitaux dont a besoin l'économie. Le cadre législatif nécessaire est en cours d'élaboration, et des mécanismes d'échange sont maintenant mis en place grâce aux activités de la CMDs. Un nombre limité d'actions de la Banque des Maldives (BML), et de deux autres entreprises d'État ouvertes - la Maldives Transport and Contracting Company (MTCC) et la State Trading Organization (STO) -, qui constituent actuellement les seules valeurs mobilières offertes au public, est négocié sur le marché secondaire.

Balance des paiements et secteur extérieur

19. Comme la base d'exportation des Maldives est étroite et que le pays est fortement tributaire des importations, le commerce extérieur des marchandises accuse normalement un déficit important; les importations ont en moyenne représenté 61 pour cent environ du PIB au cours des sept dernières années, alors que les exportations nationales, qui sont essentiellement formées de poissons et de produits de la pêche, ont compté pour 11 à 15 pour cent du PIB. Les services et les transferts ont affiché un excédent net qui a atteint en moyenne quelque 34 pour cent du PIB ces dernières années, les recettes au titre des services étant dominées par le tourisme et les activités connexes. Cela dit, les sorties de fonds au titre des transferts sont également élevées en raison de l'importance de la main-d'œuvre étrangère qui réside dans le pays.

20. Les flux officiels liés à la dette à moyen et long termes et les sorties de capitaux au titre des investissements directs dominant le compte de capital de la balance des paiements car aucun investissement de portefeuille n'est encore effectué aux Maldives en raison de l'absence d'un marché structuré des capitaux. Les renseignements concernant l'endettement extérieur du pays sont limités à la dette du secteur public et des banques commerciales. Pour ce qui est de son ampleur, l'endettement extérieur du secteur public et du système bancaire a atteint en moyenne 38 pour cent environ du PIB entre 1995 et 2002, une grande partie de la dette publique étant consentie à des conditions très favorables.

21. Il n'y a pas de législation du contrôle des changes aux Maldives. Les résidents et les non-résidents peuvent tous importer et exporter librement des capitaux sur le marché des changes, et les résidents ne sont pas tenus d'obtenir une autorisation pour maintenir des comptes en devises aussi bien dans le pays qu'à l'étranger. Aucune distinction n'est établie entre les comptes que détiennent les ressortissants étrangers et les non-résidents auprès des banques qui exercent leurs activités aux Maldives. Les investissements étrangers directs sont admis dans le pays sous réserve de l'autorisation préalable du gouvernement. Une fois que l'autorisation a été accordée, aucune restriction ne s'applique toutefois au rapatriement des bénéfices.

22. Les Maldives maintiennent un régime de taux de change fixe aux termes duquel la rufiyaa est rattachée au dollar EU à un taux qui est aligné sur celui du marché. Actuellement, les cours acheteur et vendeur de la rufiyaa par rapport au dollar EU sont de 12,75 et 12,85 rufiyaa, respectivement.

III. POLITIQUE COMMERCIALE ET RÉSULTATS

Objectifs et cadre de la politique commerciale

23. Le gouvernement reconnaît que le fait que l'économie dépende de manière instable du tourisme et de la pêche présente un risque très inquiétant, car les crises économiques ont parfois pour effet d'ébranler ou de compromettre les progrès accomplis. C'est avec cette préoccupation à l'esprit que Vision 2020 envisage que "[d]'ici à l'année 2020, les Maldives auront mis en place les conditions les plus propices à faciliter une intense activité commerciale et économique, et elles seront devenues la plaque tournante du libre-échange régional. Le pays possèdera une économie plus diversifiée tandis que le commerce des services et le développement industriel seront tournés vers l'exportation."³

24. Entre l'avenir immédiat et le moyen terme, le gouvernement vise à réduire le déficit du compte courant grâce à l'augmentation des exportations et au redressement des termes de l'échange. Il a, à cette fin, ouvert l'industrie d'exportation du thon frais, réfrigéré et congelé au secteur privé. Des licences ont été délivrées à deux entreprises privées pour qu'elles vendent, transforment et exportent le thon à partir de la zone septentrionale. Ces deux entreprises ont déjà débuté leurs activités au dernier trimestre de 2002. On s'attend que ces mesures créent des emplois nouveaux et additionnels pour la population des atolls, ce qui devrait permettre de réduire la pauvreté. Une plus grande participation du secteur privé à l'industrie d'exportation du thon est prévue dans un avenir rapproché.

25. L'entité responsable de la politique commerciale est le Ministère du commerce et de l'industrie (MTI), et c'est à lui qu'incombe en grande partie la formulation de la politique commerciale. (Voir l'encadré 3.1 pour la description du mandat du MTI.)

³ Discours à la nation sur Vision 2020 prononcé par le Président du pays, S.E. M. M.A. Gayoom, à l'occasion du 34^{ème} anniversaire de l'indépendance de la République des Maldives.

Encadré 3.1: Fonctions du Ministère du commerce et de l'industrie

1. Réglementer les achats et les ventes de produits importés, de produits agricoles cultivés et de produits fabriqués aux Maldives.
2. Formuler et mettre en œuvre la réglementation régissant les importations et les exportations.
3. Réglementer les normes sur la métrologie et les mesures.
4. Formuler et mettre en œuvre la réglementation régissant l'investissement dans des domaines autres que le tourisme aux Maldives.
5. Réglementer l'exercice d'activités par des étrangers tant individuellement que de concert avec des Maldiviens.
6. Formuler et mettre en œuvre la réglementation régissant la fourniture commerciale des services dans des domaines autres que ceux réglementés par d'autres entités publiques.
7. Procéder à l'enregistrement des entreprises commerciales, et formuler et mettre en œuvre la réglementation régissant les entreprises.
8. Procéder à l'enregistrement des sociétés de personnes et formuler et mettre en œuvre la réglementation régissant les sociétés de personnes.
9. Formuler et mettre en œuvre des politiques pour encourager le développement des industries.
10. Formuler et mettre en œuvre des politiques pour favoriser la croissance de l'industrie de l'artisanat et d'autres industries utiles.
11. Mener des enquêtes sur les différends concernant les droits de propriété intellectuelle et les marques de fabrique ou de commerce, telles que les logos, les dessins et les droits attachés à des brevets, et régir les questions relatives au règlement de ces différends en prenant en compte les intérêts des parties concernées, conformément aux règles et principes internationaux.
12. Agir à titre de centre de liaison pour les organisations de coopération économique internationale dont sont membres les Maldives.
13. Procéder à l'enregistrement:
 - des magasins de location de vidéos
 - des presses à imprimer
 - des auto-écoles
 - des cinémas.
14. Procéder à l'enregistrement des photocopieurs servant à la reproduction commerciale.
15. Suivre et superviser les questions juridiques concernant les fonctions du Ministère du commerce et de l'industrie.

26. Au cours du deuxième trimestre de 2002, le Président a institué le Comité national pour l'OMC (NWTOC) dans le but d'améliorer la formulation et la mise en œuvre de la politique commerciale et des politiques liées au commerce. Le Comité a pour mandat d'examiner toutes les lois et mesures réglementaires ayant rapport avec des questions relevant de l'OMC. Il permettra d'améliorer la coordination intersectorielle lors de la formulation des politiques concernant des questions intéressant l'OMC.

27. Comme les Maldives n'ont pas de représentation à Genève, en raison principalement de contraintes financières, leur participation aux activités de l'OMC se limite à celles financées par l'OMC, telles que la Semaine de Genève, les conférences ministérielles, et les possibilités offertes par l'assistance technique comme les ateliers de formation, les séminaires, etc.

Législation et réglementation commerciales

Loi sur les importations et les exportations

28. La principale loi régissant le commerce extérieur est la Loi de 1979 sur les importations et les exportations (Loi n° 31/79), qui confère au Ministère du commerce et de l'industrie le pouvoir de réglementer l'exportation et l'importation.

29. La loi renferme le tarif douanier applicable aux produits importés dans le pays. Bien que les droits de douane représentent la mesure à la frontière la plus importante, ils servent essentiellement à percevoir des recettes. Certains taux de droits ont toutefois été appliqués pour des raisons liées à la protection de l'environnement et de la santé.

30. Si l'on fait exception des cigarettes, auxquelles s'applique un droit spécifique de 0,30 rufiyaa la cigarette depuis 2000, tous les autres droits sont des droits *ad valorem*. Aucun droit n'est perçu sur les exportations (à l'exception de l'ambre gris qui est passible d'un droit de 50 pour cent) et les réexportations. Aucun droit n'est non plus perçu sur: a) les importations d'aliments de base tels que la farine, le riz et le sucre; b) les importations du Livre sacré du Coran et de parties de celui-ci; c) la quantité/valeur des marchandises qui, ainsi que le détermine le Président de la République, peuvent être importées en franchise de droits par les voyageurs qui arrivent aux Maldives; d) la quantité/valeur des marchandises qui, ainsi que le détermine le Président de la République, peuvent être importées en franchise de droits par des particuliers pour leur usage personnel; et, e) les importations devant être réexportées à des fins commerciales. Les importations des marchandises indiquées en c) et d) ci-dessus ne sont soumises à aucune procédure de licences.

31. Lorsque le gouvernement est habilité à accorder une exemption des droits au titre d'une autre loi, il peut le faire conformément aux conditions prévues par cette loi. Dans les cas où il est partie à un traité international, ou à un accord avec le gouvernement d'un pays étranger, il peut accorder aux exportations et aux importations le traitement tarifaire prévu aux termes du traité ou de l'accord concerné.

Évaluation en douane

32. Lorsque la valeur des importations n'est pas déclarée ou qu'elle est sous-évaluée, la valeur en douane est déterminée sur la base des prix auxquels la marchandise a auparavant été importée. Lorsque la valeur des exportations n'est pas déclarée ou qu'elle est sous-évaluée, la valeur en douane est déterminée sur la base des prix auxquels la marchandise a auparavant été exportée. S'il conteste la valeur déterminée par le gouvernement, le propriétaire de la marchandise a le droit d'en appeler devant les tribunaux après avoir acquitté les droits applicables à cette valeur. Si le tribunal décide que la valeur proposée par la partie plaignante est exacte, le gouvernement est tenu de rembourser le trop-payé au propriétaire de la marchandise.

Loi sur les importations prohibées

33. La Loi sur les importations prohibées (Loi n° 4/75) interdit l'importation d'armes de guerre, de poudre à canon et d'explosifs à moins qu'ils ne soient destinés à l'usage de l'État, auquel cas, seul le Ministère de la défense et de la sécurité nationale est autorisé à les importer. Des exemptions sont toutefois prévues dans les cas suivants: armes devant être introduites dans le pays pour assurer la sécurité d'un dignitaire étranger en visite aux Maldives; épée ou dague faisant partie de la tenue vestimentaire d'officiers haut gradés en visite dans le pays, ou faisant partie du costume national d'un pays étranger.

34. Les importations de documents blasphématoires pour l'Islam, de divinités païennes, de matériel pornographique, et de porcs vivants sont également prohibées. Des exemptions sont accordées à des fins éducatives sur autorisation du Ministère de la justice.

35. L'importation de chiens, d'animaux dangereux, de produits chimiques dangereux non explosifs et des acides et poisons qu'ils permettent de fabriquer, de signaux de brume, de feux d'artifice, d'explosifs dont le Ministère des transports et de l'aviation civile exige la présence à bord des navires pour des fins de recherche et sauvetage, de fusils à harpon et de fusils de pêche nécessite un permis spécial et est soumise aux règles du Ministère de la défense et de la sécurité nationale.

36. L'importation de spiritueux et de porcs, ainsi que de leurs produits est soumise aux règles du Ministère du commerce et de l'industrie.

Loi relative aux zones franches

37. La Loi relative aux zones franches confère au Président de la République le pouvoir discrétionnaire de désigner des zones franches aux Maldives pour y vendre des marchandises aux voyageurs à leur sortie du pays. La Loi prescrit qu'aucun droit n'est perçu sur les importations à destination de ces zones.⁴ Les procédures relatives à l'importation de marchandises dans les zones franches, à la vente de marchandises en franchise, et aux autres aspects des activités des boutiques hors-taxes sont énoncées dans le *Règlement régissant le commerce hors-taxes aux Maldives*.

Mesures sanitaires et phytosanitaires

38. Les importateurs de produits pharmaceutiques et de médicaments traditionnels et plantes médicinales sont tenus d'obtenir une licence spéciale auprès du Ministère de la santé, en plus de la licence commerciale et de la licence d'importation. Tous les produits pharmaceutiques et les médicaments traditionnels et plantes médicinales, ainsi que leurs fournisseurs doivent être approuvés par le Ministère de la santé avant leur importation. Le Ministère tient la liste des produits pharmaceutiques et des médicaments traditionnels et plantes médicinales qui sont agréés ainsi que de leurs fournisseurs.

39. Le Laboratoire national de la santé procède à des inspections au hasard des importations de produits alimentaires et de boissons. Le Ministère du commerce et de l'industrie peut suspendre ou interdire l'importation d'une marchandise pour des raisons liées à la santé, à la religion, à l'environnement ou pour d'autres motifs, sur recommandation de l'organisme compétent.

Mesures environnementales

40. Les mesures environnementales sont normalement introduites par l'organisme responsable de l'environnement. Sur avis du Ministère de l'intérieur, du logement et de l'environnement (MHAHE), le MTI a interdit depuis le 1^{er} avril 2002 l'importation de substances appauvrissant la couche d'ozone par des parties qui ne sont pas enregistrées auprès du MHAHE, lequel avait promulgué des règlements sur l'importation et l'emploi de telles substances aux Maldives.⁵

⁴ Loi n° 9/81 du 9 novembre 1981.

⁵ Avis public n° A-14/2002 du 20 mars 2002 du Ministère du commerce et de l'industrie.

41. Depuis le 1^{er} août 1995, l'importation de tortues marines et de tortues, ainsi que de leurs écailles et des produits fabriqués à partir de leurs écailles est prohibée pour des raisons liées à la protection de l'environnement.⁶

42. Depuis le 1^{er} janvier 2000, l'importation de véhicules tels que des voitures, des camions, des fourgonnettes, des grues, des excavatrices, des chariots élévateurs à fourches et des tombereaux est assujettie à un régime de licences spéciales délivrées par le Ministère du commerce et de l'industrie. Les demandes de licences d'importation de ces véhicules devraient être accompagnées d'un document d'autorisation délivré par le Ministère des transports et de l'aviation civile.

Accords commerciaux bilatéraux

43. Le seul accord commercial bilatéral conclu par les Maldives est l'"*Accord commercial entre le gouvernement de la République de l'Inde et le gouvernement de la République des Maldives*", qui est en vigueur depuis le 31 mars 1981. Il s'agit essentiellement d'un accord prévoyant le traitement NPF, qui accorde aux marchandises originaires de l'autre partie un traitement pas moins favorable que celui consenti à des pays tiers, mais qui n'interdit pas l'octroi ou le maintien:

- a) de privilèges qui sont ou peuvent être accordés par l'un ou l'autre des deux gouvernements afin de faciliter le commerce frontalier;
- b) d'avantages et de privilèges qui sont ou peuvent être accordés par l'un ou l'autre des deux gouvernements à l'un quelconque des pays qui leur sont voisins;
- c) d'avantages résultant d'une union douanière, d'une zone de libre-échange ou de régimes similaires que l'un ou l'autre des deux gouvernements a conclu ou pourrait ultérieurement conclure; et
- d) d'avantages accordés au titre d'un quelconque programme d'expansion des échanges et de coopération économique entre pays en développement, auquel peuvent participer tous les pays en développement et auquel l'un ou l'autre des deux gouvernements est ou pourrait être partie.

Accords commerciaux régionaux

44. Les Maldives sont parties au Régime préférentiel d'échanges de l'ASACR (SAPTA), signé le 11 avril 1993.

45. Le SAPTA est fondé sur les principes de la réciprocité générale et des avantages mutuels, dont il procède, et il vise à bénéficier équitablement à tous les États participants, eu égard à leurs niveaux respectifs de développement économique, à la structure de leurs échanges extérieurs et à leur régime de politique commerciale. Il prévoit des négociations graduelles, des améliorations et des élargissements par étapes successives accompagnées d'examen périodiques. Il reconnaît les besoins spéciaux des PMA et prévoit la tenue de négociations concernant des mesures préférentielles concrètes et des demandes d'assistance technique en leur faveur (l'encadré 3.3 présente la liste des domaines pouvant faire l'objet d'une telle assistance et coopération technique, qui figure à l'annexe 1 de l'Accord SAPTA).

⁶ Avis public n° A-24/95 du 15 juin 1995 du Ministère du commerce et de l'industrie.

Encadré 3.2: Mesures additionnelles en faveur des PMA

- a) choix, élaboration et établissement sur le territoire des PMA de projets industriels et agricoles qui pourraient constituer la base de production nécessaire à l'expansion des exportations de ces pays vers d'autres parties contractantes et qui pourraient être rattachés à des accords de financement coopératif et de rachat;
- b) mise sur pied dans les PMA d'installations manufacturières et autres afin de répondre à la demande intrarégionale aux termes d'accords de coopération;
- c) formulation de politiques de promotion des exportations et établissement d'installations de formation dans le domaine du commerce pour aider les PMA à accroître leurs exportations et à tirer le plus d'avantages possibles du SAPTA;
- d) octroi d'un soutien à la mise en marché des exportations de produits originaires des PMA en permettant à ceux-ci de partager des installations existantes (par exemple, en ce qui concerne l'assurance-crédit à l'exportation, les renseignements sur l'accès aux marchés) et en mettant en place des mesures institutionnelles et autres mesures positives destinées à faciliter l'importation par les États contractants de produits en provenance des PMA;
- e) jumeler des entreprises d'autres États contractants avec des promoteurs de projets dans les PMA afin de faciliter la création de coentreprises pour participer à l'exécution de projets destinés à développer les échanges; et
- f) octroi de facilités et de taux spéciaux dans le domaine de l'expédition

46. L'Accord du SAPTA dispose que les PMA bénéficient d'un traitement spécial et plus favorable dans les domaines ci-après:

- a) accès en franchise des droits, préférences tarifaires exclusives ou préférences tarifaires plus poussées pour les exportations de produits;
- b) suppression des obstacles non tarifaires;
- c) élimination, s'il y a lieu, des obstacles paratarifaires;
- d) négociation de contrats à long terme en vue d'aider les PMA à atteindre des niveaux d'exportation raisonnables pour que leurs ventes de produits à l'étranger soient durables;
- e) octroi d'un traitement spécial aux exportations des PMA dans l'application de mesures de sauvegarde; et
- f) plus grande souplesse dans l'imposition par les PMA de restrictions quantitatives ou autres, à titre provisoire et sans discrimination, dans des circonstances critiques, à l'égard des importations en provenance d'autres États contractants.

47. Le SAPTA s'applique à tous les produits, produits ouvrés et produits de base à l'état brut, semi-transformé et transformé. Il prévoit la conclusion d'arrangements concernant, mais pas uniquement, les droits de douane, les impositions paratarifaires, les mesures non tarifaires et les mesures commerciales directes convenues dans le cadre des négociations menées par produit, et sur des bases générale et sectorielle, ainsi que les mesures de facilitation des échanges et autres mesures.

48. Les engagements bilatéraux contractés et inscrits dans les listes de concessions nationales sont multilatéralisés sur une base NPF, à l'exception de ceux pris spécifiquement en faveur des PMA.

Un comité des participants examine l'avancement de la mise en œuvre du SAPTA. Ce dernier prévoit aussi que le Comité des participants ménage des possibilités de consultation adéquates lorsque des États participants présentent des plaintes sur toute question affectant la mise en œuvre de l'accord et que des mesures soient prises régler ces plaintes. Si le différend ne peut être réglé à l'amiable entre les deux parties, l'affaire est portée devant le Comité des participants qui dispose de 120 jours pour présenter ses recommandations à ce sujet.

49. Les produits pour lesquels des concessions sont accordées au titre du SAPTA bénéficient d'un traitement de faveur uniquement si a) ils sont originaire de l'État contractant exportateur, et b) ils sont directement acheminés de l'État contractant exportateur vers l'État contractant importateur. Un produit est réputé être originaire de l'État contractant exportateur s'il est entièrement produit ou obtenu dans ce pays. Les produits ci-après sont réputés être entièrement produits ou obtenus dans l'État contractant exportateur:

- a) les matières premières ou les produits minéraux extraits du sol, des eaux ou des fonds marins de l'État contractant exportateur;
- b) les produits agricoles récoltés dans l'État contractant exportateur;
- c) les animaux qui y sont nés et élevés;
- d) les produits obtenus à partir des animaux mentionnés en c);
- e) les produits provenant des activités de la chasse ou de la pêche dans l'État contractant exportateur;
- f) les produits de la pêche en mer et les autres produits de la mer récoltés en haute mer par des navires de l'État contractant exportateur;
- g) les produits transformés et/ou fabriqués à bord des navires-usines de l'État contractant exportateur à partir uniquement des produits mentionnés en f);
- h) les articles usagés recueillis dans l'État contractant exportateur qui ne peuvent servir qu'à la récupération des matières premières;
- i) les déchets et rebuts provenant des opérations de fabrication effectuées dans l'État contractant exportateur; et
- j) les biens produits dans l'État contractant exportateur exclusivement à partir des produits visés aux points a) à f).

50. Les produits qui ne sont pas entièrement produits ou obtenus dans l'État contractant exportateur sont aussi admissibles à un traitement de faveur a) si la valeur totale des matériels, pièces ou produits qui sont originaires d'États tiers ou dont l'origine est indéterminée ne dépasse pas 60 pour cent de la valeur f.a.b. des produits fabriqués ou obtenus et que le complément d'ouvrage est réalisé sur le territoire de l'État contractant exportateur; et b) si les produits sont visés par un quelconque accord sectoriel négocié au titre du SAPTA et que l'accord en question prévoit des critères d'origine spéciaux.

51. À ce jour, quatre cycles de négociations se sont déroulés au titre du SAPTA, quoique le quatrième cycle ne soit pas encore officiellement achevé.

Résultats du commerce extérieur

52. En 2001, les exportations totales du pays ont progressé de 40,5 millions de rufiyaa pour s'élever à 937 millions de rufiyaa, soit un gain de 4,5 pour cent par rapport à 2000 (tableau III.1). Au cours des cinq dernières années, les exportations ont crû en moyenne de 48 millions de rufiyaa, ce qui équivalait à un taux de croissance moyen de 6,8 pour cent. Les produits de la mer, avec une part de 57 pour cent en 2001, et les articles d'habillement et vêtements, avec une part de 42 pour cent, sont les principaux produits d'exportation. Le graphique III.1 montre que les exportations se sont légèrement orientées en hausse entre 1991 et 2001.

Tableau III.1
Exportations, importations, balance des paiements, 1991-2001

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
EXPORTATIONS											
Total (f.a.b. en milliers de rufiyaa)	544 335	416 682	377 397	554 616	586 199	699 190	826 422	878 346	752 706	896 824	937 325
Total (f.a.b. en milliers de dollar EU)	53 092	39 424	34 444	47 870	49 805	59 404	70 214	74 626	63 951	76 196	76 298
Produits de la mer	379 577	332 158	316 493	424 828	436 877	575 822	653 740	667 434	458 427	481 665	538 337
Vêtements											
Autres produits	164 758	84 524	60 904	129 788	149 322	123 368	172 682	210 912	294 279	415 159	398 988
Produits de la mer, pour cent	70	80	84	77	75	82	79	76	61	54	57
Autres produits, pour cent	30	20	16	23	25	18	21	24	39	46	43
IMPORTATIONS											
Total (c.a.f. en milliers de rufiyaa)	1 653 844	2 001 525	2 096 704	2 570 690	3 153 336	3 551 290	4 105 947	4 166 248	4 733 418	4 573 655	4 741 042
Total (c.a.f. en milliers de dollars EU)	161 310	189 373	191 359	221 883	267 913	301 724	348 849	353 972	402 160	388 586	385,921
	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999*	2000*	2001**
BALANCE DES PAIEMENTS (en millions de dollars EU)											
Balance commerciale	-65,6	-102,8	-125,0	-119,6	-150,8	-185,6	-214,0	-215,9	-262,4	-233,3	-242,0
Balance du compte courant	-9,0	-19,6	-53,8	-11,1	-18,2	-7,4	-34,2	-23,3	-81,6	-53,0	-62,0
Balance globale	11,4	1,1	-15,9	8,1	15,3	43,7	27,4	29,1	-7,2	-7,9	-26,0
Services (net)	51,1	87,8	84,4	114,4	136,1	179,1	190,5	204,3	203,6	208,8	210,2
Transferts sans contrepartie (net)	5,5	-4,6	-13,2	-5,9	-3,6	-1,1	-10,8	-11,7	-22,8	-28,5	-30,2
Capitaux non monétaires (net)	20,3	20,7	37,9	19,2	33,5	51,1	61,6	52,3	74,4	45,1	36,0

* Estimation révisée.

** Estimation

Source: Service des douanes des Maldives et Autorité monétaire des Maldives.

Graphique III.1 Évolution des exportations, 1991-2001

Millions de dollars EU



Source : Service des douanes des Maldives.

53. Dans la catégorie des produits de la mer, les principaux produits d'exportation étaient le thon séché (15 pour cent), le poisson en conserve (13 pour cent), le thon frais ou réfrigéré (7 pour cent) et les poissons de récif vivants (4 pour cent).

54. Les États-Unis, avec une part de 41 pour cent qui était presque entièrement constituée de vêtements confectionnés par des entreprises bénéficiaires de l'IED, ont été la principale destination des exportations maldiviennes. Sri Lanka et le Royaume-Uni ont absorbé respectivement 19 pour cent (en quasi-totalité des produits de la mer) et 9 pour cent (principalement du poisson en conserve) des exportations. Dans l'ensemble, les exportations à destination de l'Asie ont représenté 41 pour cent et les produits exportés vers l'Europe 17 pour cent.

55. Les importations ont progressé à un taux annuel de l'ordre de 7 à 9 pour cent au cours des dix dernières années. Elles n'ont diminué qu'en 2000 et 2001 (de 3,5 et 0,7 pour cent respectivement), lorsque de graves déséquilibres macro-économiques attribuables à une baisse des prix du poisson sur les marchés étrangers conjuguée à une poussée des cours du pétrole et à une diminution des arrivées de touristes ont exercé des pressions considérables sur les réserves de devises, et que la croissance de l'économie a ralenti, tombant de 7,4 pour cent en 1999 à 4,6 pour cent en 2000, puis à 2,1 pour cent en 2001.

IV. POLITIQUE ET DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

56. L'organisme public responsable du développement industriel est le Ministère du commerce et de l'industrie (MTI). Le gouvernement souhaite développer des industries légères à forte intensité technologique, fondées sur le savoir et viables d'un point de vue environnemental.

57. L'Exposition industrielle nationale est un événement annuel organisé par le MTI, qui fait partie de la politique industrielle générale. Les grands objectifs de cette manifestation sont d'encourager le développement de nouvelles industries et de relancer les industries traditionnelles.⁷

58. Tous les projets, qu'ils soient locaux ou étrangers, font l'objet d'évaluations environnementales préalables à l'investissement, compte tenu de la nature de l'entreprise.⁸

59. La modification apportée en 1994 à la Loi sur les importations et les exportations prévoyait l'octroi d'incitations améliorées aux investisseurs locaux qui répondaient à des critères d'admissibilité particuliers; ces avantages consistaient en des réductions des droits d'importation pour une période maximale de dix ans.⁹ La modification réduisait aussi le taux du droit d'importation applicable à certains produits chimiques servant d'intrants aux industries manufacturières.

60. Les investisseurs locaux ont droit à des incitations¹⁰ aux termes d'un mécanisme de réductions des droits d'importation à trois volets. L'ampleur des réductions dépend i) du point de savoir si la production est tournée vers l'exportation ou le marché local, ii) du ratio d'emploi de la main-d'œuvre locale à la main-d'œuvre étrangère¹¹, et iii) du volume des expéditions de produits importés.¹² C'est la valeur de l'investissement qui détermine si le projet est admissible aux incitations.¹³ Les incitations prévues au titre du mécanisme peuvent être accordées pendant une période maximale de huit ans dans le cas des matières premières et de deux ans pour les biens d'équipement.

61. Tous les projets, qu'ils soient locaux ou étrangers, font l'objet d'évaluations environnementales préalables à l'investissement, compte tenu de la nature de l'entreprise.¹⁴

⁷ Règlement de 1997 sur l'Exposition nationale des industries artisanales des Maldives.

⁸ Article 5 a) et b), et article 6 de la Loi sur l'environnement (Loi n° 4/93).

⁹ Article 7 de la Loi sur les importations et les exportations.

¹⁰ Programme d'incitations du MTI de 1995 prévoyant l'octroi de réductions des droits d'importation aux investisseurs locaux.

¹¹ Les réductions sont plus importantes si la proportion de la main-d'œuvre locale employée est de 75 pour cent ou plus.

¹² Aucune réduction n'est accordée si la valeur des expéditions est inférieure à des montants prescrits.

¹³ Si la valeur de l'investissement est inférieure à un certain seuil, le projet n'est pas admissible aux incitations.

¹⁴ Article 5 a) et b), et article 6 de la Loi sur l'environnement (Loi n° 4/93).

62. Le gouvernement n'encourage pas la création d'unités industrielles de production de masse à Malé. La décision du gouvernement de louer des terres à des fins de production industrielle sur Thilafushi a eu des effets positifs car de nombreuses industries qui éprouvaient des difficultés en raison du manque d'espace à Malé ont trouvé un havre relatif sur les terrains de l'île gagnés sur la mer, où les coûts de location sont plusieurs fois inférieurs à ceux de Malé. Mais le manque d'infrastructures physiques sur Thilafushi oblige les entrepreneurs à effectuer des investissements additionnels pour y créer leurs propres infrastructures. De ce fait, l'investissement et les coûts globaux y sont plus élevés qu'ailleurs.¹⁵

63. On estime que le succès relatif de Thilafushi est attribuable à la disponibilité de sites plus grands, au moindre coût des terrains, à la facilité d'accès en raison du voisinage de Malé où sont concentrées la majeure partie des activités économiques, et à la proximité du principal port maritime et aéroport du pays.

64. Les îles de Laamu Gan et de Seenu Gan qui avaient auparavant été déclarées zones industrielles sont aussi ouvertes aux investisseurs locaux qui peuvent y implanter des activités manufacturières. Seenu Gan avait été choisie parce qu'elle disposait déjà d'une infrastructure et d'un aéroport, qu'elle était raisonnablement grande et aisément accessible et qu'elle était située à proximité d'un important bassin de population. Laamu Gan avait été choisie parce qu'elle se prêtait à la création d'une bonne infrastructure, que des terrains y étaient disponibles, qu'elle était accessible et qu'il était possible d'y employer la main-d'œuvre locale. Une autre île, celle de Thulusdhoo dans l'atoll Kaafu, n'est pas vraiment parvenue à devenir une zone industrielle, du moins en termes d'investissements étrangers.

65. Les activités industrielles exercées aux Maldives sont notamment une combinaison d'activités manuelles traditionnelles à domicile et de productions industrielles de petite et grande envergures fondées sur la technologie. Les personnes physiques qui ne sont pas organisées à l'intérieur d'une structure officielle ou qui ne s'enregistrent pas comme entreprise commerciale exercent surtout leurs activités dans les industries traditionnelles. Les entreprises privées locales ou étrangères et les entreprises publiques mènent leurs activités sur une grande échelle, ce qui nécessite des investissements plus importants. Les petites entreprises privées et les personnes physiques possèdent des unités de production de petite taille.

66. L'implantation des industries manufacturières modernes est relativement récente aux Maldives. Les projets lancés quelques années auparavant pour fabriquer des bougies, des tuyaux PVC, des chaussures et du savon ont échoué. Les causes de ces échecs peuvent en grande partie être imputées à la non-compétitivité des prix de ces produits par rapport à ceux des importations. Le tableau IV.3 présente la liste indicative des industries manufacturières modernes qui existent dans le pays.

67. La mise en conserve du poisson est la seule grande industrie fondée sur les ressources. Quelques produits dérivés de l'industrie de la mise en conserve du poisson ont aussi été développés. Il s'agit notamment du *rihaakuru* (pâte de poisson), des farines de poisson, et du poisson et des morceaux de poisson conditionnés sous vide.

¹⁵ La société privée, qui exploite la scierie sur Thilafushi, a dû investir dans la création d'un système de production électrique et elle vend l'électricité dont elle n'a pas besoin à d'autres usines et unités de production intéressées qui sont installées sur l'île.

68. La plupart des industries fabriquent des produits à valeur ajoutée. Les matières premières ou les composants sont importées, puis transformées ou montées localement.

Emploi

69. Selon les données du recensement de 1995, les industries manufacturières occupent le troisième rang en termes d'emplois avec une part de 18,05 pour cent de la population active totale qui s'élève à 66 945. Le tableau 2 montre qu'elles emploient plus de femmes que d'hommes.

Tableau IV.1
Emploi dans le secteur manufacturier

Secteur, total	Pourcentage de la population active	Hommes	Femmes	Malé	Atolls
12 082	18,05	4 452	7 630	2 219	9 863

Source: Ministère de la planification et du développement national.

70. La majorité des femmes qui travaillent dans l'industrie des articles d'habillement sont malheureusement étrangères. Le nombre total d'étrangers travaillant dans le secteur est de 2 083.¹⁶

Productivité

71. Le fait que le secteur soit le troisième employeur en importance de la population active doit être interprété avec prudence, car si l'emploi y est comparable à celui des autres secteurs, sa production est moindre. Cela pourrait vouloir dire que la productivité du secteur manufacturier est inférieure à celle des autres grands secteurs d'activité.

Résultats à l'exportation

Tableau IV.2
Exportations du secteur manufacturier (valeurs en milliers de rufiyaa aux prix constants de 1985)

	1997			1998			1999		
	Valeur	Pourcentage des exportations totales	Taux de croissance (pour cent)	Valeur	Pourcentage des exportations totales	Taux de croissance (pour cent)	Valeur	Pourcentage des exportations totales	Taux de croissance (pour cent)
Vêtements	171 300,3	20,7	40,5	209 962,8	23,9	18,4	292 844,7	38,9	39,5
Poisson en conserve	192 260,5	23,3	-1,7	196 807,8	22,4	2,4	101 501,8	13,5	-48,4
Farines de poisson	16 944,0	2,1	10,8	15 606,0	1,8	-7,9	15 819,2	2,1	1,4
Exportations totales	826 422			878 346			752 706		
Taux de croissance des exportations totales (pour cent)	18,2			6,3			-14,3		

Source: Ministère de la planification et du développement national.

¹⁶ Estimations de 1999 du Ministère des ressources humaines, de l'emploi et du travail.

72. La croissance des exportations de produits manufacturés est malheureusement irrégulière. Les vêtements demeurent le principal produit d'exportation et sont suivis par le poisson en conserve. La fixation de prix non concurrentiels est peut-être responsable d'une très grande partie de l'imprévisibilité de la demande pour ces produits.

Industries traditionnelles

73. Les activités industrielles exercées à domicile, telles que la vannerie, le tissage de nattes, la corderie et la fabrication de produits tissés sur métiers à main, ne sont quasiment plus en demande sur le marché intérieur par suite de la disponibilité de produits de substitution plus économiques.¹⁷

74. Parmi les quelques activités qui sont toujours pratiquées figurent la fabrication du chaume (fangi et thoshali) dont la survie dépend en grande partie de son utilisation comme matériau de couverture dans les stations touristiques. Les produits ouvrés laqués, qui sont pour l'essentiel fabriqués sur l'île de Thulhaadhoo dans l'atoll Baa situé au nord du pays, sont en demande sur le marché local ainsi que chez les touristes. L'administration publique en achète pour les offrir comme souvenirs aux hôtes de passage ou aux visiteurs étrangers. Les touristes en achètent aussi dans les magasins de souvenirs locaux. Les nattes locales (kunaa) font l'objet d'une demande similaire. Les nattes Gadhdhoo, par exemple, qui sont tissées sur l'île de Gadhdhoo dans l'atoll Gaafu Dhaalu situé au sud du pays, sont réputées pour la minutie de leur travail, leur beauté et leur qualité.

75. La fabrication d'ouvrages de forge, dont les fer à repasser non électriques, a pratiquement disparu, alors que l'orfèvrerie a survécu. D'autres métiers, tels que la menuiserie et la construction d'embarcations, font maintenant appel à des méthodes et technologies modernes, ce qui leur permet de fournir des produits de meilleure qualité, mais pas nécessairement meilleur marché qu'autrefois.

Industries manufacturières

76. Le tableau IV.3 présente la liste des activités manufacturières industrielles. La plupart de ces activités sont exercées par le secteur privé, mais il n'existe pas d'estimations fiables permettant de comparer son rendement avec celui du secteur public dans les industries manufacturières.

¹⁷ Il est permis de penser qu'il n'existait pas de véritable "marché" pour bon nombre de ces activités parce que souvent la production se faisait *avec les moyens du bord pour ses propres besoins ou par choix*. Le troc était parfois pratiqué, lorsqu'un producteur échangeait un produit de sa fabrication contre un produit ou service fourni par une autre personne.

Tableau IV.3
Activités manufacturières industrielles

Industrie	Nombre d'usines/unités	Vendu à l'exportation	Vendu sur le marché local	Entreprises publiques/d'État	Entreprises publiques/ d'État/privées	Entreprises privées	À forte intensité technologique	À forte intensité de main- d'œuvre	À capitaux étrangers	À capitaux locaux	Coentreprises étrangères/locales	Franchises	Taux des droits
Portes et fenêtres en aluminium	2		•			•		•		•			25%
Produits de la boulangerie	S		•			•	•			•			15%
Liquides de blanchiment	1		•			•		•		•			25%
Poisson en conserve	1	•	•	•	•			•		•			15%
Ciment	1		•		•		•				•		10%
Briques en ciment	S		•	•	•	•		•		•			25%
Appareils de réfrigération/ refroidissement	1		•			•		•		•			20%
Vêtements	S	•	•			•		•	•	•			15% 25%
Panneaux de contrôle électrique	2		•			•		•		•			25%
Farines de poisson	1	•		•	•		•			•			25%
Meubles	S		•			•		•		•			20%
Embarcations en fibre de verre	2		•	•	•	•		•	•	•			25%
Pièces de machines (pièces de rechange)	2		•			•	•			•			20%
Installations de traitement de l'eau par osmose inverse	1		•			•		•		•			20%
Embarcations en bois	S		•	•	•	•		•		•			25%
Matériaux de couverture	1		•		•		•			•			15%
Embouteillage de GPL	2		•		•	•	•	•		•			10%
Traitement de la photo	S		•			•	•			•			25%
Imprimerie	S		•	•	•	•	•			•			10% 25%
Artisanat (en bois)	S		•			•		•		•			
Herbes médicinales	S		•			•	•			•			5%
Eaux minéralisées	1		•			•	•			•		•	15%
Sacs en papier	1		•			•	•			•			10%
Boissons non alcoolisées	2		•			•	•			•		• (1)	15%
Peinture	1		•			•	•			•			
Planches en bois	1		•			•	•			•			15%
Conditionnement sous vide de poisson/ morceaux de poisson	1		•	•	•			•		•			15%

Source: Xebec Consulting and Research.

V. INVESTISSEMENT ÉTRANGER DIRECT

77. L'environnement juridique et réglementaire de l'IED aux Maldives est relativement simple, libéral et généreux. *Le principal instrument juridique concernant l'IED est la Loi sur l'investissement étranger*, qui prescrit que l'investisseur et le gouvernement doivent conclure un accord. Les points de négociation sont le secteur d'activité, les redevances à verser au gouvernement, le lieu et la durée de l'investissement et des activités, les attributions, le règlement des différends, la garantie d'investissement, la compensation et les incitations, y compris le loyer des terrains (et la durée du bail, s'il y a lieu) et les réductions des droits d'importation.

78. Compte tenu de la nature des activités auxquelles entendent se livrer les investisseurs, les investissements étrangers sont enregistrés auprès soit du Ministère du commerce et de l'industrie soit du Ministère du tourisme.

79. De façon générale, la loi prévoit une participation étrangère de 100 pour cent, en plus de la création de coentreprises étrangères/locales, et une garantie d'investissement. L'investisseur est autorisé à rapatrier ses capitaux et ses bénéfices. L'emploi d'étrangers est permis à condition qu'il n'y ait pas de ressortissants locaux possédant les compétences requises pour occuper le poste à combler. L'investisseur peut se prévaloir d'incitations prenant la forme d'exemptions des droits applicables à l'importation de machines, de biens d'équipement et de matériels de construction.

80. Les différends qui ne peuvent pas être réglés à l'amiable sont résolus conformément aux dispositions de l'accord conclu au titre de l'article 3 de la Loi sur l'investissement étranger. Dans le cas des projets d'une valeur inférieure à 1 million de dollars EU, les différends sont réglés à l'amiable, sinon ce sont les tribunaux des Maldives qui statuent. Dans le cas des projet d'une valeur supérieure à 1 million de dollars EU, un arbitrage international est envisagé, au besoin.

Le gouvernement accorde la préférence aux projets¹⁸:

- qui demandent "*des employés locaux et une main-d'œuvre locale pour la former à des emplois techniques et qualifiés et à des postes de gestion*";
- qui utilisent "*des matériels locaux qui sont disponibles à l'état naturel ou qui peuvent être produits localement*";
- dont "*les produits peuvent être commercialisés localement à des prix concurrentiels et permettent de réduire les importations des mêmes produits*";
- qui "*prévoient de contribuer à l'infrastructure économique et sociale du pays*";
- qui "*ne peuvent pas être réalisés par des investisseurs locaux en raison 1) de l'importance de l'investissement requis et/ou 2) du manque de connaissances techniques*";
- qui "*doivent être réalisés dans les atolls périphériques plutôt que dans le voisinage de Malé*".

¹⁸ Dans une note de bas de page, les Lignes directrices en matière d'investissement étranger que publie la Direction des services de l'investissement étranger indiquent que ces "*modalités ne sont pas très rigides ...*" et que les propositions "*seront dûment considérées*".

81. Les investisseurs étrangers directs sont actuellement présents dans l'industrie des services où ils fournissent des services relatifs au tourisme, des services de télécommunication de base, mobiles et aéronautiques, des services bancaires et financiers, des services Internet, des services de transport aérien, des services aux entreprises, des services médicaux, des services de cures thermiques, des services d'enseignement, des services relatifs à la plongée et aux sports nautiques, des services de restauration, des services de réparation et entretien de machines, et des services de gestion de biens; dans les industries manufacturières où ils sont actifs dans la construction d'embarcations, la distribution et le traitement de l'eau et l'assainissement, la construction, l'emballage du ciment, les articles d'habillement et vêtements, les logiciels et, en saison, la pêche à plus de 75 milles des eaux de la zone économique exclusive (ZEE).

82. Dans les services, l'entreprise locale de télécommunication dispose en vertu d'un contrat de l'exclusivité de la fourniture des services de télécommunication dans tout le pays jusqu'en octobre 2008. Deux fournisseurs de services de transport aérien exploitent actuellement plus d'une douzaine d'hydravions qui assurent des liaisons entre l'aéroport international de Malé et les stations touristiques. L'une de ces deux compagnies a remplacé ses hydravions par des hélicoptères. Un certain nombre d'entreprises multinationales de réputation mondiale exploitent des stations touristiques aux Maldives.

83. L'entreprise de distribution d'eau et d'assainissement de Malé jouit en vertu d'un contrat des droits exclusifs d'exploitation d'un réseau de distribution d'eau dessalée et de services d'assainissement à Malé jusqu'au milieu de 2015. Une autre coentreprise étrangère-locale exploite une usine d'emballage du ciment, mais elle ne jouit pas de droits exclusifs.

84. Une coentreprise étrangère-locale a commencé en mars 1999 à exploiter une usine d'ensachage du ciment pour la vente sur le marché intérieur. Les opérations de l'installation, qui est située sur l'île de Thilafushi, ont en outre eu des retombées d'ordre social et économique. Premièrement, elles ont atténué dans une large mesure les multiples problèmes découlant de la nécessité d'entreposer d'énormes quantités de ciment sur l'île déjà surchargée de Malé. Deuxièmement, elles ont contribué à la stabilisation des prix du ciment sur le marché intérieur en faisant jouer la concurrence entre la production locale et les importations.

85. Il est difficile de calculer des estimations fiables de l'IED en raison du manque de ressources humaines. On trouvera toutefois au tableau V.1 des données de la CNUCED qui présentent les taux de croissance de l'IED aux Maldives.¹⁹

Tableau V.1
Vue d'ensemble de l'IED
(Millions de dollars EU et pourcentages)

	1985-1995 (Moyenne annuelle)	1997	1998	1999	2000	2001
Flux de l'IED	5	11	12	12	13	12
En pourcentage de la formation brute de capital	7,9	6,5	6,6	5,8	8,9	..

Source: CNUCED, Rapport sur l'investissement dans le monde, 2002.

¹⁹ On ne sait toutefois pas très bien ce que comprennent les investissements sectoriels.

86. Comme ce sont les investisseurs étrangers qui ont introduit la confection de vêtements pour l'exportation dans le pays au début des années 80, grâce au SGP qui conférait des préférences aux Maldives à titre de PMA, cette industrie a été par périodes l'une des plus importantes activités d'exportation du pays. Toutes les entreprises ne semblent toutefois pas avoir réussi aux Maldives. Plusieurs firmes ont fermé leurs portes après quelques années d'activité. Bien qu'aucune analyse n'ait été publiée sur les causes de ces échecs, il est possible que le "*manque de compétitivité*" ait été un facteur.²⁰

²⁰ Chapitre 2, *Sixième plan de développement national 2^{ème} éd.*, Maldives, 2002.